

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
17 décembre 2021
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 16 décembre 2021, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de la République islamique d'Iran
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je vous écris comme suite à nos précédentes lettres datées du 1^{er} février 2021 (S/2021/103), du 12 avril 2021 (A/75/852-S/2021/347), du 27 août 2021 (S/2021/758), du 14 septembre 2021 (S/2021/794) et du 13 octobre 2021 (S/2021/872) concernant les menaces lancées par le régime israélien contre la République islamique d'Iran et son programme nucléaire pacifique.

Le Ministre de la défense du régime israélien, qui avait déjà proféré des menaces contre l'Iran, notamment en août dernier¹, aurait déclaré aux responsables américains, lors de sa récente visite à Washington², qu'il avait donné l'ordre aux Forces de défense israéliennes de se préparer à une attaque contre l'Iran³. Il convient également de noter que le régime israélien aurait décidé d'investir 1,5 milliard de dollars pour renforcer sa capacité à attaquer les installations nucléaires de l'Iran⁴.

Cela ne fait que s'ajouter aux menaces publiques systématiques lancées par le régime israélien contre la République islamique d'Iran, dont le nombre et la gravité ont atteint des proportions alarmantes en 2021. Cette menace et d'autres menaces proférées par le régime israélien constituent des violations flagrantes du droit international, notamment du paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies.

Compte tenu du sombre bilan du régime israélien, qui a mené des opérations secrètes contre les installations nucléaires pacifiques de l'Iran ainsi que des actes terroristes contre des scientifiques iraniens, la communauté internationale doit amener ce régime à mettre fin à toutes ses menaces et à tous ses comportements hors-la-loi.

Si rien n'est fait, ces actes provocateurs et illicites porteront progressivement mais gravement atteinte au principe de l'interdiction de la menace ou de l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique des États, consacré par la Charte des Nations Unies, et contreviendront à d'autres règles du droit international.

¹ <https://apnews.com/article/middle-east-business-iran-israel-iran-nuclear-66329ed97cdd7ef98fd336fda72e223e>.

² <https://www.nytimes.com/2021/12/10/us/politics/iran-nuclear-us-israel-biden-bennett.html>.

³ <https://themedialine.org/top-stories/israel-presses-military-option-on-iran-as-nuclear-talks-appear-to-crumble/>.

⁴ <https://www.i24news.tv/en/news/israel/diplomacy-defense/1634587105-israel-approves-nis-5-billion-to-target-iran-s-nuclear-program>.



En conséquence, le Conseil de sécurité doit assumer les responsabilités qui sont les siennes, prévenir tout nouvel acte provocateur du régime israélien et tenir ce régime pleinement responsable de tous les actes illégaux qu'il commet.

La République islamique d'Iran met en garde contre toute erreur de calcul et tout aventurisme militaire du régime israélien et contre toutes les conséquences qui en découlent pour la paix et la sécurité de la région, et se réserve la possibilité d'exercer son droit naturel de légitime défense pour répondre résolument à tout acte d'agression du régime israélien.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Majid **Takht Ravanchi**
